

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

INSTRUCTION

relative à l'application du règlement sur les servitudes défensives.

Du 27 août 1853

INSTRUCTION relative à l'application du règlement sur les servitudes défensives.

Du 27 août 1853

Pièce(s) Jointe(s) :

huit modèles.

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 501.1.2.

Référence de publication : BOEM/G 48, p. 41 ; n.i. BO/M ; n.i. BO/A.

Nota. — Dans le texte il y a lieu, pour l'adapter à l'organisation actuelle des armées, de comprendre que les termes : directeurs des fortifications, directeurs et chefs du génie, gardes du génie, etc., représentent les directeurs régionaux, les directeurs de travaux et les agents assermentés des services immobiliers des armées en fonction de leurs attributions.

Enfin les modèles donnés en annexe restent valables dans leur esprit mais doivent recevoir des adaptations de forme.

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT DE LA GUERRE,

à MM. les directeurs des fortifications.

Colonels, l'Empereur a signé, le 10 août 1853, un décret portant règlement d'administration publique ⁽¹⁾ relatif au classement des places de guerre et aux servitudes imposées à la propriété autour des fortifications. Ce décret a été rendu en exécution de l'article 8 de la loi du 10 juillet 1851 BOR/M, p. 158 ; il est destiné à remplacer l'ordonnance du 1^{er} août 1821, dont il prononce l'abrogation.

Le nouveau règlement ne change rien aux bases de la législation, telles qu'elles ont été établies par les anciennes ordonnances et par les lois du 10 juillet 1791 (n.i. BO), loi du 17 juillet 1819 BOR/M, p. 46 et loi du 10 juillet 1851. Vous remarquerez, toutefois, entre les dispositions de cette dernière loi et le titre premier du règlement, une différence importante : le droit d'ordonner la création de fortifications nouvelles et celui d'établir autour d'elles des servitudes passant du pouvoir législatif à l'Empereur. C'est la conséquence nécessaire de la constitution qui nous régit, laquelle a rendu au chef de l'Etat le droit de commander les forces de terre et de mer, et de prendre toutes les mesures nécessaires à la défense du pays. Les dispositions de la loi du 10 juillet 1851, qui attribuaient au pouvoir législatif le droit d'ordonner la création des places fortes et de les classer, sont donc abolies de plein droit par la constitution ; le nouveau règlement n'a fait que constater ce changement.

Ce règlement contient, d'ailleurs, en ce qui touche le mode d'exécution des lois sur les servitudes, plusieurs innovations importantes sur lesquelles je crois utile d'appeler immédiatement votre attention.

TITRE PREMIER.

EXTENSION DES ATTRIBUTIONS DES CHEFS DU GÉNIE ET DES DIRECTEURS.

Toutes les formalités relatives aux demandes en permission de bâtir, qui rentrent dans un des cas d'autorisation générale, peuvent s'accomplir dans la place même où ces demandes sont faites, sans qu'il soit nécessaire de recourir au directeur, excepté dans les cas douteux (art. 26, 28 et 29). Cette latitude laissée au chef du génie, très favorable à la prompt expédition des affaires, vous impose le devoir de veiller avec le plus grand soin à ce que le règlement soit exécuté *à la lettre*, et à ce que les tolérances qu'il accorde ne soient étendues dans aucun cas. A cet effet, vous exigerez que les chefs du génie vous envoient la copie de toutes les permissions qu'ils délivreront *directement* pour la construction ou la réparation des bâtiments.

L'article 13 du règlement range parmi les cas d'autorisation générale un certain nombre de travaux peu importants, tels que cheminées, fours, soubassements, baraques sur roulettes, etc., qui avaient nécessité jusqu'ici une décision spéciale du ministre. Cette mesure est également très avantageuse aux intérêts particuliers ; mais il importe de s'en tenir strictement à ces concessions, et vous devrez considérer comme nulle et non avenue toute décision générale ou circulaire ministérielle antérieure ayant pour objet des tolérances qui ne seraient pas formellement spécifiées dans le nouveau règlement. J'annule notamment la circulaire du 4 janvier 1824 (2) dont quelques dispositions sont contraires à la loi.

Vous remarquerez que l'article 27 vous attribue désormais le droit de délivrer les permissions spéciales de bâtir dans les polygones exceptionnels. Ces permissions devront toujours relater *in extenso* les conditions auxquelles elles seront accordées.

TITRE II. **CONSTRUCTIONS DANS LES CIMETIÈRES.**

Les articles 16 et 26 combinés autorisent, sans aucune formalité, la construction de caveaux et de signes funéraires de petites dimensions dans les cimetières soumis aux servitudes. Cette concession faite aux sentiments religieux et de famille suffira, je pense, dans la plupart des localités.

L'article 16 me permet, d'ailleurs, d'autoriser la clôture des cimetières par des murs ou des grilles, et d'y laisser construire les bâtiments de service. Il me donne aussi le droit d'autoriser l'exécution de monuments funéraires de toutes dimensions. Mais mon intention est de n'user de cette dernière faculté que pour les cimetières qui pourraient, sans inconvénients sérieux pour la défense, être compris dans des polygones exceptionnels. A ce point de vue, les cimetières seront traités comme tous les autres terrains soumis aux servitudes.

TITRE III. **SOUMISSIONS DE DÉMOLIR.**

Jusqu'ici, il n'y a eu qu'un seul modèle pour les soumissions à exiger des propriétaires. Je pense cependant qu'il y a deux cas à distinguer : celui où le propriétaire doit effectuer lui-même la démolition et celui où il n'est tenu, aux termes de la loi, que de la supporter, sans indemnité [loi du 10 juillet 1791, titre premier, article 32, 2^e paragraphe (3), et nouveau règlement, article 8, 2^e paragraphe]. De là deux modèles de soumission (nos 1 et 2). Le second de ces modèles est applicable seulement aux bâtisses en maçonnerie ou en bois et terre, autorisées entre les limites de la première et de la deuxième zones des places de la deuxième série ou des postes ; dans tous les autres cas, c'est la soumission modèle n° 1 qu'il faudra exiger du propriétaire.

Vous remarquerez, d'ailleurs, que l'article 28 réduit à deux le nombre des expéditions de chaque soumission.

TITRE IV. **BORNAGE DES ZONES ET DES TERRAINS MILITAIRES; CONSTATATION DE L'ANCIENNETÉ DES BATISSES.**

La loi du 10 juillet 1851, article 8, a abrogé les dispositions relatives à l'ancien travail de circonscription, et le nouveau règlement indique des formalités beaucoup plus simples pour atteindre le but que s'étaient proposé les législateurs de 1819. Il distingue et rend indépendantes l'une de l'autre trois opérations qui étaient confondues dans l'ancien travail de circonscription, savoir :

- Bornage des zones de servitudes et des terrains d'exception, et homologation de ce bornage ;
- Bornage du terrain militaire intérieur et extérieur, et homologation de ce bornage ;
- Constatation de l'ancienneté des bâtisses et des droits des propriétaires.

1° **BORNAGE DES ZONES DE SERVITUDES ET DES TERRAINS D'EXCEPTION, ET HOMOLOGATION DE CE BORNAGE.**

Il faut, en tant que cela dépendra du service militaire, que toutes les formalités relatives au bornage des zones de servitudes et des polygones exceptionnels et à l'homologation de ce bornage soient accomplies pour toutes les places de l'Empire, au plus tard, à la fin de l'année 1854. Mais ces formalités peuvent être remplies bien avant cette époque pour toutes les places dont la délimitation a été révisée depuis 1851, et pour lesquelles vous pourriez prélever, sur les fonds mis cette année à votre disposition, les frais nécessaires à l'opération matérielle du bornage. Pour toutes ces places, vous prescrirez au chef du génie de s'occuper immédiatement de l'accomplissement des formalités prescrites par les articles 19, 20 et 21 du nouveau règlement.

Vous n'aurez plus, dorénavant, à m'adresser les états semestriels relatifs au travail de circonscription, qui vous étaient demandés par la circulaire du 27 décembre 1838 (4). Mais vous devrez me rendre compte, au 1er décembre prochain et six mois après, au 1er juin, de l'état d'avancement du travail de bornage des zones de servitudes et des polygones exceptionnels pour chacune des places de votre direction.

2°

BORNAGE DU TERRAIN MILITAIRE ET HOMOLOGATION DE CE BORNAGE.

Une instruction spéciale vous sera adressée ultérieurement relativement à la délimitation et au bornage du terrain militaire intérieur et extérieur.

3°

ANCIENNETÉ DES BÂTISSSES ET DROITS DES PROPRIÉTAIRES.

Vous trouverez à la suite de la présente instruction, sous le n° 8, le modèle du registre à ouvrir en exécution de l'article 30 du règlement, pour recevoir les déclarations des propriétaires et les décisions du ministre relatives à l'ancienneté des bâtisses.

Ce registre sera précédé d'une note, qui sera préalablement soumise au ministre de la guerre, faisant connaître l'époque de l'établissement des servitudes de la place ou du poste, et les modifications successives que ces servitudes ont subies, tant dans leur nature que dans leur étendue.

Quant au registre destiné à recevoir (*art. 34 du règlement*) les plans parcellaires et les états descriptifs des bâtisses reconnues antérieures à l'établissement des servitudes dont elles sont grevées, il sera fait avec du papier sur lequel on puisse dessiner, et aura la forme d'un atlas.

Ces deux registres seront soumis tous les ans au visa de l'inspecteur général du génie.

Vous devrez recommander à tous les chefs du génie, officiers et gardes placés sous vos ordres, de chercher à faire comprendre aux maires des communes et aux propriétaires des terrains situés dans les zones combien il est avantageux, pour ces derniers, de faire constater, dès à présent, la date des bâtisses qu'ils supposent antérieures à l'établissement des servitudes. Une décision favorable du ministre, transcrite sur le registre des déclarations, suffira pour assurer les droits du propriétaire de la bâtisse, même au cas où les titres sur lesquels cette décision sera basée viendraient à être égarés.

TITRE V.

RÉPRESSION DES CONTRAVENTIONS.

Deux innovations importantes ont été introduites en ce qui touche la répression des contraventions.

La première donne au service du génie la faculté de poursuivre, en même temps que le propriétaire, l'architecte, le maître maçon ou l'entrepreneur qui dirige les travaux en contravention, et de le faire condamner à l'amende (art. 41, 48 et 49).

La seconde consiste dans la disposition de l'article 42 qui porte que les décisions des conseils de préfecture (5) relatives aux suspensions des travaux indûment entrepris, s'exécuteront à la diligence de l'autorité militaire, comme les jugements définitifs. L'exécution des jugements de suspension avait été attribuée à MM. les préfets, par l'article 37 de l'ordonnance du 1^{er} août 1821(6) décret du 10 août 1853 (n.i. BO). Je n'ai pas besoin

d'insister sur l'importance de ce changement, qui met entre vos mains le moyen d'arrêter court toute contravention.

Je ne saurais trop insister sur ce principe, que j'ai eu maintes fois l'occasion de vous rappeler, à savoir que, surtout en matière de servitudes défensives, mieux vaut prévenir que réprimer. Je vous invite donc à recommander une vigilance incessante à MM. les chefs du génie officiers et gardes, en ce qui touche les servitudes, et, dès qu'une contravention vous sera signalée, à employer sur-le-champ, pour l'arrêter, tous les moyens que le nouveau règlement met à votre disposition.

TITRE VI. *MODÈLES DE REGISTRES, SOUMISSIONS, CERTIFICATS.*

Vous trouverez imprimés à la suite de la présente instruction les modèles des registres à tenir et des diverses pièces à fournir en vertu des dispositions du nouveau règlement.

Telles sont, colonel, les observations que j'ai cru devoir vous communiquer immédiatement en vous envoyant le nouveau règlement sur les servitudes défensives. Je me réserve de les compléter ultérieurement par des explications particulières sur tous les points qui vous paraîtraient demander quelques éclaircissements.

Figure 1. SOUMISSION pour une construction nouvelle ou restaurée dont la démolition doit être effectuée par le propriétaire

<p>GENIE — Place de</p> <p>_____</p>	<p>Modèle n° 1.</p> <p>—</p>
<p>SOUMISSION</p> <p>pour une construction nouvelle ou restaurée dont la démolition doit être effectuée par le propriétaire, à ses frais et sans indemnité, dans le cas où la place déclarée en état de guerre serait menacée d'hostilités.</p> <p>(Articles 26, 27 et 28.)</p> <p>Nota. — Cette soumission doit être exigée dans tous les cas, excepté celui où il s'agit d'une bâtisse située entre les limites de la 1re et de la 2e zones des places ou postes de la 2e série.</p> <p>L'an, etc. (Date en toutes lettres.)</p> <p>Je soussigné, _____ (nom, prénoms, qualité et domicile du soumissionnaire), voulant user de la permission qui m'a été accordée par S. Exc. le ministre de la guerre, ou par M. le directeur des fortifications, le (date de la permission), ou bien voulant profiter de l'autorisation générale accordée conditionnellement par l'article 8 du règlement d'administration publique du 10 août 1853, qui règle le mode d'exécution des lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, pour faire construire _____ (faire ici la description détaillée de l'œuvre nouvelle ou restaurée : emplacement, distance, dimensions, nature des matériaux, etc.), m'engage et me soumet par ces présentes à remplir toutes les conditions imposées par cette décision ou autorisation, savoir _____ (Détaillez les conditions et déterminer par la suivante.)</p> <p>Enfin, à démolir les susdites constructions, à enlever les matériaux et décombres, et à rétablir l'état actuel des lieux, et ce à la première réquisition de l'autorité militaire dans le cas où la place déclarée en état de guerre serait menacée d'hostilités, ou à voir faire office cette démolition par l'autorité militaire, et si elle le juge convenable; le tout, dans les deux cas, à mes frais et sans prétendre à aucune indemnité.</p> <p>L'engagement que je contracte sera valable à toujours sans qu'il soit nécessaire de le renouveler.</p> <p>Fait en double expédition, à _____, les jours. mois et an que dessus.</p> <p>Enregistré le _____ à _____</p>	

Figure 2. SOUMISSION pour une construction nouvelle dont la démolition doit être supportée par le propriétaire,

GENIE
—
Place
de

Modèle n° 2.

SOUMISSION

pour une construction nouvelle dont la démolition doit être supportée par le propriétaire,
sans indemnité, dans le cas où la place déclarée en état de guerre
serait menacée d'hostilités (art. 26 et 28).

Nota. — Cette soumission n'est applicable qu'aux bâtisses situées entre les limites de la 1re et de la 2e zone des places ou postes de la 2e série; dans tous les autres cas, c'est la soumission modèle n° 1 qu'il faut exiger.

L'an, etc. (Date en toutes lettres).

Je soussigné (nom, prénoms, domicile et qualité du soumissionnaire),
voulant profiter de l'autorisation générale accordée conditionnellement par le 2e paragraphe de
l'article 8 du règlement d'administration publique du 10 août 1853, qui fixe le mode d'exécution des
lois des 10 juillet 1819 et 10 juillet 1851, pour faire construire (faire ici la
description détaillée de l'œuvre nouvelle : emplacement, distance, dimensions, nature des matériaux,
etc.), m'engage et me soumet par ces présentes à ne réclamer aucune espèce
d'indemnité dans le cas où, la place étant déclarée en état de guerre et menacée d'hostilités, l'autorité
militaire jugerait convenable de faire démolir lesdites constructions.

L'engagement que je contracte sera valable à toujours, sans qu'il soit nécessaire de le renouveler.

Fait en double expédition à les jours, mois et an que dessus.

Enregistré le à

Figure 3. CERTIFICAT constatant que toutes les formalités exigées avant le commencement des travaux autorisés ont été remplies

GENIE
—
Place
de

Modèle n° 3.

CERTIFICAT

constatant que toutes les formalités exigées avant le commencement des travaux autorisés
ont été remplies (art. 29.)

Je soussigné , chef du génie à, certifie que le
S' (nom, prénoms, qualité et domicile), qui désire faire construire ou
réparer (désignation de l'œuvre à exécuter : emplacement, distance, dimensions,
nature des matériaux, etc.), a rempli toutes les conditions prescrites à cet égard par les lois et
règlements, et qu'en conséquence il est libre de faire procéder aux susdites constructions ou
réparations.

En foi de quoi, je lui ai délivré le présent certificat.

A
Le

Nota. — La copie de ce certificat devra être adressée au directeur des fortifications, le jour même où il sera délivré, toutes les fois qu'il s'agira d'une autorisation accordée directement par le chef du génie.

Figure 4. PROCES-VERBAL de contravention aux lois et règlements sur les servitudes défensives

GENIE.

Place
de

Modèle n° 4.

PROCES-VERBAL
de contravention aux lois et règlements sur les servitudes défensives (art. 40).

L'an, etc. (date en toutes lettres).

Je soussigné , garde du génie (1) employé dans la place de (le poste, le fort ou le château), dûment assermenté, conformément à la loi du 29 mars 1806 (BOEM 500*), par-devant le tribunal civil de première instance de l'arrondissement de , et agissant en vertu de la commission que le ministre de la défense m'a fait expédier le (les dates en toutes lettres), laquelle commission a été, ainsi que ma prestation de serment, enregistrée le (toujours en toutes lettres), tant au greffe du même tribunal qu'à la mairie de la ville (ou commune de), lieu actuel de mon service.

M'étant aperçu, en faisant ma tournée ordinaire de service ce matin (ou hier dans la soirée), que le S' , demeurant habituellement à , rue , n° , et propriétaire de (indiquer la nature de la propriété dans la zone des servitudes, avait fait (ou faisait) construire, etc. (relater ici les premiers indices de la contravention), me suis transporté de nouveau ce jourd'hui à heure du matin (ou du soir), à (le lieu de la contravention), et j'ai reconnu que, etc. On entrera ici dans tous les détails de la contravention, surtout quant à la distance du point où elle a été commise, aux dimensions de l'œuvre nouvelle et à la nature des matériaux employés. On ne saurait être trop explicite dans cette description. Si la contravention a eu lieu dans une cour, jardin ou autre emplacement clos, le garde relatera dans son procès-verbal, avant de dire qu'il a reconnu, etc., les formalités qu'il a dû remplir pour s'en faire ouvrir les portes, avec l'assistance d'un officier de police civile dont il mentionnera la présence, en exprimant, par exemple, après avoir dit : « me suis transporté de nouveau, » ce qui suit : « attendu que, etc. (relater la circonstance du lieu clos), M. (le nom et la qualité de l'officier de police civile), ici présent et dont l'assistance a été dûment requise, a sommé, au nom de la loi, le S' (le contrevenant ou tel autre qui se trouverait sur les lieux) d'ouvrir la porte de (le lieu clos), et j'ai reconnu que, etc., etc. ».

J'ai déclaré en conséquence au S' (le contrevenant), parlant à sa personne (ou à telle autre qui le remplacerait), qui nous a dit être (ou qui n'a voulu se nommer si qualifier, de ce dûment interpellé), qu'il s'était mis en contravention aux lois sur les servitudes défensives, et notamment à l'article ou aux articles du règlement du 10 août 1853, et l'ai sommé de cesser (ou faire cesser) toute espèce de travail par lui entrepris aux fins de ladite contravention. En foi que quoi j'ai de tout ce que dessus dressé le présent procès-verbal, pour servir et valoir ce que de raison.

Le garde du génie.

(1) Actuellement : le chef du service local d'infrastructure, officier ou sous-officier assermenté.

Figure 5. NOTIFICATION d'un procès-verbal de contravention, et sommation dont cette notification doit être suivie

GENIE.

Modèle n° 5.

Place
de

NOTIFICATION

d'un procès-verbal de contravention, et sommation dont cette notification doit être suivie (art. 41).

L'an, etc. (date en toutes lettres). (Faire copie du procès-verbal de contravention, ainsi que de la mention de l'affirmation et de l'enregistrement en débet.)

L'an, etc. (date en toutes lettres), je soussigné, garde du génie (1), agissant dans les qualités établies au procès-verbal de contravention dont copie précède, ai notifié ledit procès-verbal au S^r (le contrevenant), demeurant à (le lieu de la demeure habituelle), parlant à sa personne (ou à telle autre qui le remplacerait), qui m'a dit être (ou qui n'a voulu se nommer ni qualifier, de ce dûment interpellé), à ce qu'il n'en ignore; et l'ai sommé, conformément à l'article 41 du règlement du 10 août 1853, de démolir le (ou enlever, etc., l'objet de la contravention), et de rétablir l'ancien état des lieux dans le délai de (celui qui aura été fixé par le chef du génie), lui déclarant qu'à défaut par lui d'obtempérer à la présente sommation, il y serait contraint par toutes les voies du droit; et lui ai, parlant comme dessus, laissé audit domicile la copie susdite et la présente sommation.

Le garde du génie,

(1) Actuellement : le chef du service local d'infrastructure, l'officier ou sous-officier assermenté.

Figure 6. NOTIFICATION d'un arrêté du tribunal administratif ordonnant la suspension de travaux, et sommation dont cette notification doit être suivie

GENIE

Modèle n° 6.

Place
de

NOTIFICATION

d'un arrêté du tribunal administratif ordonnant la suspension de travaux,
et sommation dont cette notification doit être suivie (art. 42 et 43).

Le tribunal administratif

(faire copie de l'arrêté de suspension des travaux).

L'an mil huit cent, (date en toutes lettres), je soussigné garde du génie (1), employé dans la place (le poste, le fort ou le château) d, dûment assermenté, conformément à la loi du 29 mars 1806 (BOEM 500*), par devant le tribunal civil de première instance de l'arrondissement d, et agissant en vertu de la commission que S. Exc. le ministre de la guerre m'a fait expédier le (les dates en toutes lettres), laquelle commission a été, ainsi que ma prestation de serment, enregistrée le (toujours en toutes lettres), tant au greffe du même tribunal qu'à la mairie de la ville (ou commune) d, lieu actuel de mon service, ai notifié, conformément aux articles 42 et 43 du règlement du 10 août 1853, au S' (le contrevenant), demeurant à, parlant à sa personne (ou à telle autre qui le remplacerait, qui m'a dit être ou qui n'a voulu se nommer ni qualifier, de ce dûment interpellé), l'arrêté de suspension de travaux dont copie précède, rendu contre lui par le conseil de préfecture du département d, à ce qu'il n'en ignore, et l'ai sommé d'exécuter ledit arrêté en suspendant sur-le-champ les travaux commencés, lui déclarant qu'à défaut par lui d'obtempérer à la présente sommation, il y sera contraint même par l'emploi de la force;

Et l'ai sommé en outre itérativement d'avoir à démolir lesdits travaux et à rétablir l'ancien état des lieux dans le délai d (fixer le délai), faute de quoi il y sera contraint par toutes les voies de droit;

Et lui ai, parlant comme dessus, laissé audit domicile la copie susdite de la présente sommation.

Le garde du génie,

(1) Actuellement : le chef du service local d'infrastructure, l'officier ou le sous-officier assermenté.

Figure 7. NOTIFICATION d'un arrêté de condamnation et de la sommation dont cette notification doit être suivie

GENIE

Modèle n° 7.

Place
de

NOTIFICATION

d'un arrêté de condamnation et de la sommation dont cette notification doit être suivie
(art. 43).

Le tribunal administratif, etc. (faire copie de condamnation).

L'an mil huit cent, etc. (date en toutes lettres), je soussigné garde du génie, employé dans la place (le poste, le fort ou le château) d, dûment assermenté, conformément à la loi du 29 mars 1806 (BOEM 500*), par-devant le tribunal civil de première instance de l'arrondissement d, et agissant en vertu de la commission que le ministre de la défense m'a fait expédier le (les dates en toutes lettres), laquelle commission a été, ainsi que ma prestation de serment, enregistrée le (toujours en toutes lettres), tant au greffe du même tribunal qu'à la mairie de la ville (ou commune) d, lieu actuel de mon service, ai notifié, conformément à l'article 43 du règlement du 10 août 1853, au sieur (le contrevenant), demeurant à (indiquer la demeure habituelle), parlant à sa personne (ou à telle autre qui le remplacerait, qui m'a dit être (ou qui n'a voulu se nommer ni qualifier, de ce dûment interpellé), l'arrêté de condamnation dont copie précède, rendu contre lui par le tribunal administratif du département d, pour contravention audit règlement, à ce qu'il n'en ignore, et l'ai sommé d'exécuter ledit arrêté, par lui-même et à ses frais, dans le délai (mentionner le délai fixé par l'arrêt ou par le directeur des fortifications, si l'arrêt a omis de le faire), lui déclarant qu'à défaut par lui d'obtempérer à la présente sommation, il y sera procédé d'office, en exécution de l'article 45 dudit règlement, et lui ai, parlant comme dessus, laissé audit domicile la copie susdite et la présente sommation.

Le garde du génie,

Figure 8. REGISTRE des déclarations des propriétaires et des décisions du ministre de la guerre en ce qui concerne l'ancienneté des bâtisses

GENIE

Place

de

Modèle n° 8.

REGISTRE

des déclarations des propriétaires et des décisions du ministre de la guerre
en ce qui concerne l'ancienneté des bâtisses (Art. 30, 31 et 32).

Numeros d'ordre.	Désignation de voirie des constructions.	Nom, prénoms et qualité du propriétaire.	Nature et destination des constructions.	Dimensions des constructions.	Position des constructions dans les zones, rattachées à des points fixes de la fortification.	Déclaration du propriétaire en ce qui touche l'ancienneté des constructions et leur valeur actuelle.	Décision du ministre en ce qui touche l'ancienneté des constructions.
						<p><i>Nota. — Le présent registre sera précédé d'une note qui sera préalablement soumise au ministre de la guerre, faisant connaître l'époque de l'établissement des servitudes de la place ou du poste et les modifications successives que ces servitudes ont subies, tant dans leur nature que dans leur étendue.</i></p>	

(1) BO/M, p. 877 ; BOR/M, p. 188.

(2) Journal militaire, p. 9.

(3) n.i. BO

(4) N.i. BO.

(5) Actuellement : tribunaux administratifs.

(6) Abrogée par l'article 50 du .